L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 15 AOUT 1853.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUFOUR.
E. DUVERGER. S. HARRY.
N. 63, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 15 AOUT 1853.

POUR LE CONGRES.
DEUXIEME DISTRICT.
T. G. HUNT

Trésorier d'Etat :
HARRY T. HAYNES.—de la Nouvelle Orléans

Auditeur des Comptes Publics :
JOHN E. MING—de St Landry.

Surintendant des Ecoles Publiques :
A. H. LAMON—de l'ouest Baton Rouge.

Association centrale whig du Troisième District de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Les membres de cette Association s'assembleront [illegible] Octobre, à 8 heures P. M., au lieu ordinaire de réunion, dans l'Hotel des Etats Unis, encoignure des rues Champs-Elysées et Victoire.

T. W. COLLENS, Président.
L. PAYAS, } Secrétaires.
P. DAUGER, }

L'EPIDEMIE.

La mortalité a été plus considerable dans la semaine qui vient de s'écouler que dans la précédente. Les bilans mortuaires publiés sous les jours donnent un chiffre de 1500 décès dumpins de 15 causes par la fièvre jaune, pour les sept jours compris de samedi 6 au samedi 13 du courant. Il n'y avait eu, dans la semaine précédente, qu'environ mille victimes. Pendant toute la semaine que nous venons de traverser, le chiffre de la mortalité n'a été qu'une fois au-dessous de deux cents.

L'intensité de l'épidemie ne décroit donc pas, mais on nous assure que le caractère de la maladie se modifie et qu'elle cede plus facilement depuis quelques jours aux moyens employés pour la combattre. Cette bonne nouvelle doit inspirer un nouveau courage aux étrangers qui se trouvent en ce moment dans notre ville. Ils sont ici comme sur un champ de bataille. Qu'ils ne s'abandonnent point à de fatales terreurs et qu'ils aient soin seulement de prendre toutes les mesures hygieniques recommandées par l'expérience. La sangfroid a toujours été la meilleure sauvegarde au milieu du péril.

Nous avons vu avec peine plusieurs journaux augmenter à prendre sous les couleurs les plus sombres et les plus dramatiques la désolation qui règne depuis quelque temps à la Nouvelle-Orléans. Cette prose de feuilleton n'a qu'un but, épouvanter les esprits timides. Sans doute la vérité, que l'on cite des faits, quelque horribles qu'ils soient, mais au nom de Dieu! ne revenez pas sans nécessité sur des détails lamentables et épargnez aux pauvres étrangers qui vous lisent ces tableaux à teintes cadavéreuses qui vous reproduisez sans cesse. Cessez de remuer du bout de votre plume la terre fraîche des cimetieres pour mettre des cercueils au nu. Tout cela produit sur les imaginations faibles un deplorable effet. Tout cela peut vous valoir force compliments comme morceaux de littérature, mais vraiment vous montres peu de coeur. Ce n'est pas dans un journal quotidien qu'il convient de faire tous les matins ou tous les soirs de la prose lugubre et à reflets sinistres. De bonnes paroles, des encouragements, des conseils, voilà ce qu'il faut à cette partie de notre population que l'epidemie peut atteindre et que l'idée de la mort hante sans doute incessamment. Au lieu d'ajouter à leurs angoisses, encouragez-les, fortifiez les contre leurs propres alarmes, faites leur comprendre—car c'est la vérité—qu'ils vec des soins et le soucoup de prudence, on peut sûrement vaincre la maladie.

OFFRANDES.

Les secours arrivent de toutes parts à l'Association Howard, dispensatrice des générosités offertes des citoyens. La charité ne cet dernier est inépuisable : elle semble croître avec l'épidemie qui désole notre ville.

Nous avons deja cité les offrandes de plusieurs individus et de plusieurs compagnies. Celles ci viennent de grossir. Après les banques et les compagnies d'assurance, vont l'Association des batteurs de coton, les encombreurs-consignataires, l'Association du commerce de [illegible] Bureau de l'Association de Orléans, 13 août 1853.

Monsieur,

Les directeurs de l'Association m'ont requis de vous transmettre le check de $500 que vous trouverez ci-joint. Vous referer d'usage que vous croirez convenable. Les directeurs expriment en même temps leurs profondes sympathies pour les malheureux auxquels vous portez des secours et des consolations.

Agréez, &c
JOHN KEELTY secrétaire.

A M. D. I. Ricardo,
Secrétaire de l'Association Howard.

Un de nos négociants les plus estimables, M. Edward Matthews, qui se trouve en ce moment à Newport, a envoyé $500 à l'Association Howard. M. Matthews a écrit en outre à son agent pour lui dire qu'il pourrait donner cent ou deux cents piastres de plus si les circonstances l'exigeaient.

Le Pelican Club de notre ville a transmis une somme de $250 à l'Association Howard.

Une dépêche telegraphique de New York nous apprend qu'une somme d'environ $13,000 a été souscrite dans cette ville pour venir au secours des malheureux que la fièvre jaune décime à la Nouvelle-Orléans. Ceux de nos citoyens qui se trouvent dans la cité impériale se sont réunis un meeting à Astor House, le 8 du courant, et le montant des offrandes souscrites seance tenante s'est élevées à 5,000.

Les marchands de Baltimore ont formé en outre, dans un autre bourse de mille piastres qui a été expédiée à la Nouvelle Orléans, et on nous assure un compte pour recueillir des souscriptions.

Une compagnie de Philadelphie ont souscrit de leur côte $2,500. Gerrhanan, notre jeune compatriote, qui se trouve dans cette dernière ville a annoncé qu'il allait donner un grand concert au benefice de l'Association Howard et des victimes de la fievre jaune à la Nouvelle-Orléans.

La dépêche telegraphique suivante nous a été transmise hier :

Savannah, 13 août.

Savannah a souscrit mille piastres pour venir au secours des malheureuses victimes de l'epidemie à la Nouvelle-Orléans. Un check pour le montant et dessus sera adressé lundi au maire de la Nlle Orléans

INFIRMERIES.

Le Bureau de Santé, conjointement avec l'Association Howard, vient d'établir plusieurs infirmeries dans les quatre districts de la Nouvelle-Orleans.

Celle du premier district est située rue Iberia, vis à vis de la Maison de Refuge.

L'infirmerie du deuxieme district est établie dans l'ancienne salle de bal du Globe, rue St-Pierre, vis à vis du Vieux Bassin. Elle sera ouverte ce matin à 10 heures.

L'infirmerie du troisieme district est située au No 15, rue Marigny.

L'infirmerie du quatrieme district occupe le bâtiment de l'ancien Hotel de Ville de Lafayette, rue Tchoupitoulas. Pres de cette infirmerie est un asile pour les enfans malades ou ceux que la mort de leurs parents laissent orphelins. Un autre asile a été ouvert rue Julie, près de la rue du Cirque, en face du Nouveau Bassin. Cinquante berceaux sont déja de cinquante à soixante enfans.

HORRIBLE INVOLONTAIRE.—Il y a quelques jours le bateau à vapeur *K N Jones* était monté à l'embouchure de Black Bayou. Le mécanicien nommé E. A. Hornisch et Peter Keyser, le pilote, avaient joué aux cartes toute la nuit. Keyser qui avait perdu, accusa Hornisch de lui avoir volé cinq piastres et le suivit presque dans sa cabine en l'accablant d'injures. Hornisch, impatienté, frappa Keyser à la figure et le renversa. Ce dernier, malheureusement, tomba de telle sorte que son cou se cassa. La mort fut instantanée. Hornisch s'empressa d'aller se livrer aux autorités.

ARRIVEE DE L'*AFRICA*

Le steamer *Africa* est arrivé a New York le 10 de ce mois avec des avis de Liverpool jusqu'au 30 juillet. Un reglement destiné a mettre fin aux difficultés survenues entre la Russie et la Turquie a été adopté par l'Angleterre, la France, l'Autriche et la Turquie. Il n'y manque plus que l'assentiment du czar. La note des puissances a été expédiée a Saint Pétersbourg.

Les flottes anglaise et française ne s'éloignent point de la baie de Besika que lorsque les Russes auront evacué les principautés danubiennes.

Un autre refugie hongrois a été arrêté à Smyrne par les Autrichiens, mais il a été livré au consul des Etats Unis, a la requete de ce dernier.

L'exportation des grains de port d'Ancone est interdite.

Une grande effervescence regne en Italie. Les emeutes ont eclaté a Bologne, a Mantoue, à Rimini et a Ferrara. Le bruit a été répandu que cette dernière ville avait été mise en etat de siege. De nombreux arrestations ont eu lieu dans les villes que nous venons de nommer. Le mouvement s'est étendu jusqu'à Rome, et le gouvernement papal avait été averti du retour de plusieurs patriotes.

Le choléra fait d'affreux ravages a Copenhague.

Rien de nouveau au sujet de l'affaire Kosta.

La tranquillite la plus profonde continue à regner en France.

PALAIS DE CRISTAL.—Le nombre total de personnes admises au Palais de Cristal de New-York depuis l'ouverture jusqu'au 5 de ce mois est de 93,775. La recette s'élevé jusqu'à présent à $98,922 75.

EUROPE.

La malle nous a transmis hier nos journaux d'Europe. Ils vont jusqu'au 24 juillet pour Paris. Nous avons également sous les yeux ceux postérieurs parisiennes.

La *Presse* se plaint des lenteurs que met la diplomatie à résoudre la question d'Orient. Combien de temps encore, dit elle, serons-nous donc obligés de donner place chaque jour dans notre bulletin à cette interminable question de l'integrité de l'empire ottoman, question si bien posée d'abord, mais qui maintenant branle sur sa base, depuis que la France et l'Angleterre ont tolérée ce qui était intolérable, ont toléré que la Russie passât le Pruth et ont empêché la Porte de ne pas considérer ce *fait de guerre* comme un *cas de guerre* ? La Russie joue habilement son jeu, elle gagne tout le temps qu'elle fait perdre à la Turquie, a la France et a l'Angleterre, elle triomphe sans bataille, car elle consomme la double ruine de l'empire ottoman en en profitant pour la ruine politique par la ruine économique. Passer le détroit du Pruth et le détroit en octroi en septembre, afin de rester seule face à face avec la Turquie, menacée par terre et par mer,—tel fut visiblement, dès l'origine, le but de la Russie. Or, ce but, elle l'atteint, car nous voici arrivés à la fin de juillet, et la question est aussi avancée qu'au 6 juin, jour où l'ordre fut donné aux deux escadres française et anglaise de se rendre de Salamine et de Malte à Besika pour s'y tenir prêtes à entrer dans les détroits au premier signal.

La *Patrie* avoue en ces termes qu'elle ne sait ni ce qu'elle doit craindre ni ce qu'elle doit espérer : « Rien que depuis quelques jours l'espoir d'un arrangement pacifique ait fait de notables progrès, on n'a rien encore appris de positif relativement aux dispositions du cabinet de Saint Petersbourg. Si, d'un coté, les journaux allemands s'accordent à considérer comme certaine l'acceptation par la Russie de la médiation de l'Autriche, elle annoncent même en termes expres que le différend est terminé, les journaux anglais recommandent, d'un autre côté, la plus grande réserve au sujet de ces bruits et de ces nouvelles. Nous croyons que la presse anglaise est dans le vrai en montrant une telle circonspection. On attend, voilà le seul mot de la situation actuelle. »

Le *Journal des Débats* analyse les lettre qu'il a reçues de Constantinople par la voie de Vienne, ces lettres, en montrant à quelles difficultés, à quels dangers la Turquie se trouve en ce moment, font bien plus clairement encore dans le jeu de la Russie.

Enfin le *Siècle* clôt ainsi cet ensemble d'avenir : « Au moment de mettre sous presse, nous apprenons d'une manière positive qu'il n'est arrivé à Paris aucune nouvelle officielle, annonçant que la Russie ait donné un certain caractère d'authenticité relativement à l'acceptation par la Russie des propositions d'arrangement faites par les cabinets de Paris et de Londres. On pourrait avoir la réponse du czar aux premières propositions qui lui ont été adressées, mais cette réponse, fût-elle favorable, ne terminerait rien, puisque ce sont les propositions faites depuis, ayant été de quelque sorte la deuxième note de M. de Nesselrode nécessitait des réserves qui ont été faites, des explications qui ont été demandées. »

On lit dans la *Patrie* l'article suivant, dont les dernières lignes ouvrent le champ à toutes les interprétations :

« La nouvelle se confirme ici qu'une proposition faite par la Prusse et par l'Autriche au cabinet de Saint-Pétersbourg a été accueillie par ce cabinet, d'une manière assez favorable, pour qu'elle puisse être acceptée comme base de négociations, de médiation, ou de bons offices. Cette proposition paraît être au fond la même dont les journaux de Paris ont parlé il y a quelques jours.

Le *Times* croit que le cabinet russe a fait un accueil favorable aux ouvertures qui lui ont été faites, mais il pense, cependant, que la seule future garantie des intentions pacifiques de la Russie serait l'evacuation des principautés. Par toutes sortes de raisons, dit il, la Turquie, aussi bien que l'Angleterre, l'Autriche et la France, a droit de réclamer l'evacuation des provinces. Les cabinets anglais et français ont heureusement présenté contre la violation de ces traités existants et cette du territoire ottoman, ils ont protesté surtout contre les inductions que la Russie a essayé de tirer de la présence des flottes dans la baie de Besika. Si donc la Russie est sérieuse dans cette négociation, le rappel de nos troupes sera le plus sur moyen pour placer chacune à leur véritable point de vue. Mais, ajoute le *Times*, si la Russie ne veut pas évacuer les principautés, elle ne fera que fortifier ses ennemis et les encourager à la résistance. »

Le *Morning Herald* ne pense pas que le czar soit assez insensé pour rejeter les avantageuses propositions qui lui ont été faites. Tout paraît devoir s'arranger en Orient pour que des garanties plus solides et plus efficaces soient données à l'intégrité de l'empire ottoman, et je ne sais quelle autre combinaison, la Russie aura pu rentrer en dans garantis pour de l'Europe et battre en retraite devant l'Europe, unis en emportant avec elle cha que fois un nouvel avantage.

France

Réponse de la seconde note du Comte de Nesselrode.

M. Drouyn de L'Huys a rédigé une réponse à la seconde circulaire du comte de Nesselrode. Cette circulaire du gouvernement de l'Empereur est adressée à ses agens à l'étranger. La voici :

Paris, 15 juillet 1853.

Monsieur,

La nouvelle dépêche de M. le comte de Nesselrode, qu'elle le *Journal de St Pétersbourg* publie dans le feuilleton du jour en elle était expédiée à toutes les légations de Russie, a produit sur le gouvernement de l'Empereur une impression que Sa Majesté Impériale m'a ordonné de vous faire connaître sans délai.

Nous ne pouvons que déplorer de voir la Russie, au moment même où les efforts de tous les cabinets pour amener la solution pacifique des difficultés actuelles ténaigniant si hautement de leur modération, prendre une attitude qui rend la marche de la négociation plus difficile. Il certain, et impose à quelques uns d'entre eux le devoir de sauvegarder la responsabilité que l'on essayerait vainement de faire peser sur leur politique.

Je ne voudrais pas, monsieur, revenir sur une discussion épuisée ; mais, comme M. le comte de Nesselrode semble attacher à l'appui des prétentions de Saint-Pétersbourg, l'affaire que la Porte aurait commise à son égard en ne tenant pas compte des promesses qui lui avaient été faites à la légation de Russie à l'époque du premier règlement de la question des lieux saints, en 1852, je crois devoir à la vérité de vous affirmer rendus par le sultan, à la suite de la mission de M. le prince Menschikoff, ont été tout fondamentaux à ces mêmes griefs, et qu'il est un gouvernement autorisé à élever des plaintes légitimes, que celui que celui de S. M. l'Empereur Nicolas.

En effet, à la date de 10 mai dernier, M. le comte de Resselrode, qui venait de recevoir des dépêches de M. l'ambassadeur de Russie à Constantinople, a fait savoir, par voie de M. le général de Castelbajac, d'un résultat qu'il considérait comme une heureuse conclusion de l'affaire des lieux saints. M. Kossuth, a-t-il ajouté, lui avait une semblable déclaration, et, partout, les agens du cabinet de Saint-Pétersbourg tenaient le même langage.

Les demandes formulées postérieurement par M. le prince Menschikoff, quant l'objet principal de sa mission était atteint, quoiqu'on annonçait deja dans retour, ne se rattachaient donc pas aucun lien a celles que l'on avait fait accueillir par la Porte ; et c'était bien une nouvelle question, une difficulté plus grave qui surgissait à Constantinople, alors que l'Europe, un instant alarmée, croyait que la Russie elle-même était assurer complètement.

Prie, en quelque sorte, au dépourvu par des exigences qu'il n'avaient pas dû soupçonner, les représentants de la France, de l'Angleterre, de la Grande Bretagne et de la Prusse à Constantinople ont loyalement employé leurs efforts pour empêcher une rupture dont les conséquences pourraient être si fatales. Ils n'ont pas consulté à la Porte une resistance de nature à rapprocher les solutions, mais ils ont fait comprendre à l'unanimité que les demandes de la Russie touchaient de trop près à la libre indépendance de la souveraineté du sultan pour qu'ils pussent se permettre un conseil. Ils ont laissé aux seuls ministres de Sa Hautesse la responsabilité du parti à prendre. Il n'y donc eu de leur part ni pression d'accès d'aucune ingérence quelconque, et si le gouvernement ottoman, livré à lui même, n'a pas voulu assumer aux conditions qu'on prétendait lui imposer, il fait assurément qu'il les ait trouvées entièrement incompatibles avec son indépendance et sa dignité.

C'est dans de telles conjectures, monsieur, que M. le prince de Menschikoff a quitté Constantinople, emportant toute la pleine diplomatique entre la Russie et la Porte, et que les puissances engagées par leurs traditions et leurs intérêts à maintenir l'intégrité de la Turquie qui est si en tracer une ligne de conduite.

Le gouvernement de Sa Majesté Impériale, d'accord avec celui de Sa Majesté Britannique, a pensé que la situation était trop menaçante pour ne pas être surveillée de près, et les escadres de France et d'Angleterre reçurent blocus l'ordre d'aller mouiller dans la baie de Besika, où elles arriveront au milieu du mois de juin.

Cette mesure, toute de prévoyance, n'avait aucun caractère hostile à l'égard de la Russie, elle était impérieusement commandée par la gravité des circonstances et tardivement justifiée par les précautions que prenait de son côté la Russie elle-même. Si donc la Russie est sérieuse dans cette négociation, le rappel de nos troupes sera le plus sur moyen pour placer chacune à leur véritable point de vue. Mais, ajoute le *Times*, si la Russie ne veut pas évacuer les principautés, elle ne fera que fortifier ses ennemis et les encourager à la résistance. »

Le *Morning Herald* ne pense pas que le czar soit assez insensé pour rejeter les avantageuses propositions qui lui ont été faites. Tout paraît devoir s'arranger en Orient pour que des garanties plus solides et plus efficaces soient données à l'intégrité de l'empire ottoman, et je ne sais quelle autre combinaison, la Russie aura pu rentrer en dans garantis pour de l'Europe et battre en retraite devant l'Europe, unis en emportant avec elle chacun de nos un nouvel avantage.

France

Réponse de la seconde note du Comte de Nesselrode.

M. Drouyn de L'Huys a rédigé une réponse à la seconde circulaire du comte de Nesselrode. Cette circulaire du gouvernement de l'Empereur est adressée à ses agens à l'étranger. La voici :

Paris, 15 juillet 1853.

Monsieur,

La nouvelle dépêche de M. le comte de Nesselrode, qu'elle le *Journal de St Pétersbourg* publie dans le feuilleton du jour en elle était expédiée à toutes les légations de Russie, a produit sur le gouvernement de l'Empereur une impression que Sa Majesté Impériale m'a ordonné de vous faire connaître sans délai.

Nous ne pouvons que déplorer de voir la Russie, au moment même où les efforts de tous les cabinets pour amener la solution pacifique des difficultés actuelles ténaigniant si hautement de leur modération, prendre une attitude qui rend la marche de la négociation plus difficile. Il certain, et impose à quelques uns d'entre eux le devoir de sauvegarder la responsabilité que l'on essayerait vainement de faire peser sur leur politique.

Je ne voudrais pas, monsieur, revenir sur une discussion épuisée ; mais, comme M. le comte de Nesselrode semble attacher à l'appui des prétentions de Saint-Pétersbourg, l'affaire que la Porte aurait commise à son égard en ne tenant pas compte des promesses qui lui avaient été faites à la légation de Russie à l'époque du premier règlement de la question des lieux saints, en 1852, je crois devoir à la vérité de vous affirmer rendus par le sultan, à la suite de la mission de M. le prince Menschikoff, ont été tout fondamentaux à ces mêmes griefs, et qu'il est un gouvernement autorisé à élever des plaintes légitimes, que celui que celui de S. M. l'Empereur Nicolas.

En effet, à la date de 10 mai dernier, M. le comte de Resselrode, qui venait de recevoir des dépêches de M. l'ambassadeur de Russie à Constantinople, a fait savoir, par voie de M. le général de Castelbajac, d'un résultat qu'il considérait comme une heureuse conclusion de l'affaire des lieux saints. M. Kossuth, a-t-il ajouté, lui avait une semblable déclaration, et, partout, les agens du cabinet de Saint-Pétersbourg tenaient le même langage.

Les demandes formulées postérieurement par M. le prince Menschikoff, quant l'objet principal de sa mission était atteint, quoiqu'on annonçait deja dans retour, ne se rattachaient donc pas aucun lien a celles que l'on avait fait accueillir par la Porte ; et c'était bien une nouvelle question, une difficulté plus grave qui surgissait à Constantinople, alors que l'Europe, un instant alarmée, croyait que la Russie elle-même était assurer complètement.

Prie, en quelque sorte, au dépourvu par des exigences qu'il n'avaient pas dû soupçonner, les représentants de la France, de l'Angleterre, de la Grande Bretagne et de la Prusse à Constantinople ont loyalement employé leurs efforts pour empêcher une rupture dont les conséquences pourraient être si fatales. Ils n'ont pas consulté à la Porte une resistance de nature à rapprocher les solutions, mais ils ont fait comprendre à l'unanimité que les demandes de la Russie touchaient de trop près à la libre indépendance de la souveraineté du sultan pour qu'ils pussent se permettre un conseil. Ils ont laissé aux seuls ministres de Sa Hautesse la responsabilité du parti à prendre. Il n'y donc eu de leur part ni pression d'accès d'aucune ingérence quelconque, et si le gouvernement ottoman, livré à lui même, n'a pas voulu assumer aux conditions qu'on prétendait lui imposer, il fait assurément qu'il les ait trouvées entièrement incompatibles avec son indépendance et sa dignité.

C'est dans de telles conjectures, monsieur, que M. le prince de Menschikoff a quitté Constantinople, emportant toute la pleine diplomatique entre la Russie et la Porte, et que les puissances engagées par leurs traditions et leurs intérêts à maintenir l'intégrité de la Turquie qui est si en tracer une ligne de conduite.

Le gouvernement de Sa Majesté Impériale, d'accord avec celui de Sa Majesté Britannique, a pensé que la situation était trop menaçante pour ne pas être surveillée de près, et les escadres de France et d'Angleterre reçurent blocus l'ordre d'aller mouiller dans la baie de Besika, où elles arriveront au milieu du mois de juin.

Cette mesure, toute de prévoyance, n'avait aucun caractère hostile à l'égard de la Russie, elle était impérieusement commandée par la gravité des circonstances et tardivement justifiée par les précautions que prenait de son côté la Russie elle-même. Si donc la Russie est sérieuse dans cette négociation, le rappel de nos troupes sera le plus sur moyen pour placer chacune à leur véritable point de vue. Mais, ajoute le *Times*, si la Russie ne veut pas évacuer les principautés, elle ne fera que fortifier ses ennemis et les encourager à la résistance. »

Le *Morning Herald* ne pense pas que le czar soit assez insensé pour rejeter les avantageuses propositions qui lui ont été faites. Tout paraît devoir s'arranger en Orient pour que des garanties plus solides et plus efficaces soient données à l'intégrité de l'empire ottoman, et je ne sais quelle autre combinaison, la Russie aura pu rentrer en dans garantis pour de l'Europe et battre en retraite devant l'Europe, unis en emportant avec elle chacun de nos un nouvel avantage.

Angleterre

Les journaux de l'Allemagne sont plus explicites que les feuilles anglaises sur l'accueil qu'auraient reçu à Saint Petersbourg les propositions conciliatrices de l'Angleterre et de la France.

On lit dans le *Lloyd* de Vienne du 17 :

« L'arrangement pacifique du différend turco-russe peut être regardé comme prochain. Aujourd'hui, nous avons reçu de Saint Pétersbourg des nouvelles d'une nature très satisfaisante. Les propositions faites en commun par les cabinets de Londres et de Paris, y étaient accueillies et l'empereur Nicolas en avait pris connaissance. Ces propositions ont fait une impression favorable sur l'esprit du cabinet de Saint Pétersbourg, et la médiation de l'Autriche a été agréée sur ces bases. Si ce fait n'a pas été positivement annoncé à la redoutrice du public, c'est uniquement par politesse envers M. de Bruck, interessé toutefois à communiquer, qui n'est chargé de l'envoi de la nouvelle. »

On écrivait de Berlin, 17 juillet, à la *Gazette de Cologne* :

« La nouvelle se confirme ici qu'une proposition faite par la Prusse et par l'Autriche au cabinet de Saint-Pétersbourg a été accueillie par ce cabinet, d'une manière assez favorable, pour qu'elle puisse être acceptée comme base de négociations, de médiation, ou de bons offices. Cette proposition paraît être au fond la même dont les journaux de Paris ont parlé il y a quelques jours. »

Le *Times* croit que le cabinet russe a fait un accueil favorable aux ouvertures qui lui ont été faites, mais il pense, cependant, que la seule future garantie des intentions pacifiques de la Russie serait l'evacuation des principautés. Par toutes sortes de raisons, dit il, la Turquie, aussi bien que l'Angleterre, l'Autriche et la France, a droit de réclamer l'evacuation des provinces. Les cabinets anglais et français ont heureusement présenté contre la violation de ces traités existants et cette du territoire ottoman, ils ont protesté surtout contre les inductions que la Russie a essayé de tirer de la présence des flottes dans la baie de Besika